

### Compte-rendu du COPIL du 3 mars 2017

Le comité du pilotage du projet EuropaCity s'est réuni dans la salle du conseil municipal de Gonesse le 3 mars 2017, à partir de 10h30 en présence de **Jean-Pierre BLAZY**, Député Maire de Gonesse, et **Denis DOBO-SCHOENENBERG**, Sous-préfet de Sarcelles.

**Jean-Pierre BLAZY**, député maire de Gonesse, souhaite la bienvenue aux participants. Cette réunion du COPIL intervient après le débat public et après la décision du maître d'ouvrage du 9 décembre 2016, décision qui prend des engagements complémentaires à la décision de poursuite du projet. La réunion ouvre une nouvelle phase de concertation, pour laquelle deux garants ont été nommés par la Commission nationale du débat public.

**Denis DOBO-SCHOENENBERG**, Sous-préfet de Sarcelles, confirme l'engagement de l'Etat dans le suivi de l'important projet que constitue EuropaCity, au sein du projet de ZAC du Triangle de Gonesse. Il note que le débat public a permis de dégager des remarques et des propositions dont le maître d'ouvrage a tenu compte. Il souligne la volonté du maître d'ouvrage d'aborder cette nouvelle phase de concertation avec un souci d'élargissement du public et d'innovation dans les outils.

Denis DOBO-SCHOENENBERG rappelle que l'Etat est garant du bon déroulement du projet de ZAC. Il se réjouit de la nomination des deux garants pour le projet EuropaCity.

**Jean-Pierre BLAZY** se félicite de la signature de la déclaration d'utilité publique (DUP) de la ligne 17, qui constituait une condition posée par le schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) pour l'urbanisation de ce secteur.

**David LEBON**, directeur du développement de la société Alliages & Territoires, remercie le Député-maire de Gonesse pour son accueil et présente les sujets qui seront abordés lors de ce COPIL, pour lequel le mode de fonctionnement proposé vise à intégrer de manière plus opérationnelle l'animation de la concertation, par une association plus large des habitants, des acteurs associatifs et des acteurs économiques.

Il confirme que l'objectif poursuivi est, après plusieurs phases de concertation, d'aller au plus près des habitants et de comprendre la diversité des points de vue. Cela passe par des modalités innovantes, qui pourront évoluer en fonction des retours d'expérience.

Il indique en outre que la nouvelle phase de concertation s'ouvre rapidement, pour répondre à une attente légitime du public.

Il salue la présence d'Aline GUERIN, en rappelant que le maître d'ouvrage a sollicité la Commission nationale du débat public pour la nomination d'un garant. La Commission a décidé d'en nommer deux.

Enfin, David LEBON rend hommage à l'action de Mme Claude BREVAN, présidente de la commission particulière du débat public, qui a permis que le débat se tienne dans des conditions sereines.

**Benoît CHANG**, directeur général de la société Alliages & Territoires, présente son parcours en soulignant qu'au titre de ses fonctions précédentes, il a suivi le projet depuis 2009. Il indique que son

équipe va se renforcer par une dizaine de recrutements, pour passer à 35 à 40 collaborateurs d'ici la fin de l'année 2017. Il rappelle l'ambition des groupes Immochan et Wanda autour du projet.

Il rappelle les étapes franchies en 2016 :

- . Le débat public, qui a été riche d'enseignements,
- . La confirmation de la réalisation de la ligne 17 du Grand Paris Express,
- . La décision du 9 décembre 2016, prise par les actionnaires, de poursuivre le projet EuropaCity,
- . L'entrée du partenaire Wanda dans l'actionariat.

L'année 2017 comporte aussi de nombreuses échéances :

- . La modification du PLU de Gonesse,
- . Les acquisitions foncières par Grand Paris Aménagement,
- . La déclaration d'utilité publique pour la ligne 17,
- . Les candidatures pour les Jeux Olympiques de 2024 et l'Exposition Universelle de 2025.
- . Sans oublier tous les enjeux opérationnels et contenus propres au projet.

Benoît Chang souligne que l'objectif de livrer le projet en 2024 implique un calendrier très ambitieux, avec le dépôt des dossiers de demande d'autorisation en 2018. Il s'agit d'un défi collectif impliquant toutes les parties prenantes. L'association du public à la définition du contenu du projet s'intègre bien dans ce calendrier.

**Aline GUERIN**, garante nommée par la Commission nationale du débat public (CNDP), se présente et précise le rôle des garants : ceux-ci ne sont pas chargés d'organiser la concertation ; ils veillent à ce que le public ait accès à l'information, puisse participer et puisse être entendu. La mission des garants se concrétise par la rédaction d'un rapport à la fin de cette phase de concertation.

Leur implication passera aussi par des réunions de travail avec le maître d'ouvrage, pour donner des avis, des conseils, des alertes, tout en laissant celui-ci à la manœuvre.

Elle indique qu'elle-même et Jean-Marc REBIERE souhaiteront rencontrer les membres du COPIL, et tiendront des permanences à la Maison du Projet. Ils peuvent aussi être contactés aux adresses suivantes : [aline.guerin@garant-cndp.fr](mailto:aline.guerin@garant-cndp.fr) et [jean-marc.rebiere@garant-cndp.fr](mailto:jean-marc.rebiere@garant-cndp.fr).

**Nicolas MARANDON**, responsable des relations territoriales et de la concertation au sein d'Alliages & Territoires, présente le dispositif de concertation proposé pour la phase qui s'ouvre.

*Voir présentation en annexe de ce compte rendu*

La concertation post-débat public sera conduite à l'échelle de l'agglomération de Roissy Pays de France et de l'Etablissement Public Territorial de Paris Terres d'Envol, donc sur les départements du Val-d'Oise, de Seine-et-Marne et de Seine-Saint-Denis.

Le lancement de cette nouvelle phase de concertation se fera à l'occasion d'une réunion publique le 7 mars, salle Jacques Brel, à Gonesse, et une soirée d'ateliers est programmée à l'Institut des Métiers de l'Artisanat (IMA) de Villiers-le-Bel le 29 mars. L'ensemble des membres du COPIL seront régulièrement informés des dates à venir.

Nicolas MARANDON présente les outils qui seront mobilisés pour la concertation et notamment le site internet (<http://www.construisons-europacity.com>).

### Echanges sur le dispositif de concertation

En réponse à une question de **Jean-Pierre BLAZY**, **Aline GUERIN** donne un point de vue sur le dispositif tel que proposé : ce dispositif va au-delà de ce qui est exigé par la réglementation ; il est ambitieux et comporte des modalités innovantes. Elle estime que la démarche est très positive. Les garants seront vigilants sur la façon dont ces modalités innovantes produiront des éléments utiles

aux études du maître d'ouvrage ; autrement dit, comment le résultat pourra être intégré dans la définition fine du projet.

**Jean-Pierre BLAZY** attire l'attention de l'équipe sur l'association du public scolaire à la concertation. Il s'agira de vérifier qu'il n'y a pas d'obstacle, d'un point de vue déontologique, à ce que la concertation se déroule dans les établissements scolaires.

**Aline GUERIN** confirme l'intérêt d'une démarche auprès des scolaires et recommande une approche pragmatique : cette démarche doit être sollicitée par les responsables des établissements.

### Vision d'ensemble des projets

**Jean-Pierre BLAZY** soulève la question de la vision globale des projets : EuropaCity, le dossier de candidature à l'Exposition Universelle, les autres quartiers d'activité au sein du Triangle de Gonesse, etc. Le public doit avoir une vision d'ensemble.

**David LEBLON** rappelle que le débat public a pu remplir cet objectif, notamment grâce à la participation des institutions concernées. En outre, le COPIL répond à ce besoin de cohérence.

**Nadir BENTOUTA**, Société du Grand Paris, confirme la nécessité d'une vision d'ensemble. Il rappelle que la mise en service de la ligne 17 en 2024 implique un calendrier très ambitieux, avec un démarrage des travaux en 2018 et les travaux de génie civil en 2019.

**Alexandre MAIKOVSKY**, Grand Paris Aménagement, souligne que le projet EuropaCity, unique en France, entre en résonance avec les autres activités prévues sur le site du Triangle de Gonesse. Grand Paris Aménagement partage le principe d'un dispositif global. Il rappelle les trois échéances à venir :

- L'obtention de la décision sur l'opportunité du complément d'échangeur A1/A3/RD370, fin 2017,
- La révision du Plan de servitudes aéronautiques (fin 2017),
- La déclaration d'utilité publique de la ZAC du Triangle de Gonesse.

**Frédéric GILLI**, agence Grand Public, présente ensuite les objectifs et le déroulement de la réunion publique du 7 mars 2017. Il s'agit en particulier de reprendre contact avec le territoire et de lancer l'ensemble du dispositif.

Il présente le film de l'enquête audiovisuelle réalisée sur le territoire, film qui sera diffusée le 7 mars (film disponible sur [www.construisons-europacity.com](http://www.construisons-europacity.com)). Il note une évolution dans les perceptions entre l'enquête réalisée en 2015 et celle de 2017 : les habitants perçoivent aujourd'hui des signes positifs d'une évolution du territoire. Ils se posent dorénavant la question de savoir pour qui ce mouvement s'amorce. Enfin, il note une grande défiance par rapport à la parole des institutions.

En réponse à une question de **Samira AIDOU**, conseillère régionale d'Ile-de-France, Frédéric GILLI précise que le choix d'un panel de 30 personnes n'a pas permis d'interroger des habitants de Seine-et-Marne. En revanche, des rendez-vous « *Si on en parlait* » seront bien programmés dans ce département.

### Echanges sur la question de l'emploi et de la formation

**Jean-Pierre BLAZY** souligne l'importance d'associer les acteurs du territoire aux engagements pris par le maître d'ouvrage, notamment sur les questions de l'emploi et de la formation. Plus généralement, il appelle tous les décideurs concernés par cette question à se mobiliser, en prenant l'exemple du projet de lycée public préparant aux métiers aéroportuaires.

**Benoit CHANG** confirme que l'association des habitants et des acteurs du territoire est une des conditions de réussite du projet. Il ne considère pas cette phase de concertation comme une simple étape qu'il faudrait franchir : l'interaction continue avec le territoire garantira la viabilité du projet.

**Samira AIDOU** indique que la Région contribuera à la question de l'emploi et de la formation dans le cadre du campus des métiers.

**David LEBON** a bon espoir que des décisions soient prises d'ici l'été, avec l'implication attendue de l'Etat, d'une part, et du département de Seine-Saint-Denis, d'autre part. A ce sujet, il se félicite de la présence de la mairie d'Aulnay-sous-Bois, du GIP Emploi Roissy et de Hubstart.

**Valérie FRESNEDA**, département du Val d'Oise, rappelle l'attachement du département à la création d'un campus des métiers et des qualifications - Hub de l'Aéroportuaire et des Echanges internationaux, labellisé le 22 septembre 2016. Elle exprime le souhait que le comité stratégique qui doit identifier les besoins soit réuni très rapidement.

**Laurence DEGENNE-SHORTEN**, DIRECCTE Ile-de-France, unité territoriale du Val d'Oise, estime qu'il est déjà possible d'anticiper pour les métiers des travaux publics et du bâtiment, pour lesquels le marché va être tendu, compte tenu de l'ampleur des projets. Concernant les métiers propres à EuropaCity, il sera nécessaire de mieux définir le contenu du projet pour préparer les formations nécessaires.

En conclusion, **David LEBON** fait le point sur l'avancement du projet et la tenue des engagements :

- Le travail pour la redéfinition du plan masse a été engagé ;
- Des réunions de travail ont eu lieu sur le volet Culture ; un comité technique est programmé au mois d'avril ;
- Sur la question de l'emploi, il faut noter la reconfiguration du GIP Emploi Roissy ;
- Des propositions vont être faites pour l'élargissement du COPIL aux habitants, aux associations et aux acteurs économiques.

**Samira AIDOU** souligne la densité des échanges programmés et suggère qu'un COPIL intermédiaire se tienne avant l'été pour faire un nouveau point.

**Jean-Pierre BLAZY** conclut la réunion en remerciant les participants.

\*\*\*

**Annexes :**

- Liste des participants
- Présentation EuropaCity

**Liste des participants :**

<b>Denis DOBO-SCHOENENBER</b>	Sous-préfet de Sarcelles
<b>Jean-Pierre BLAZY</b>	Député-maire de Gonesse
<b>Samira AIDOU</b>	Conseillère régionale d'Ile-de-France
<b>Aline GUERIN</b>	Garante nommée par la Commission nationale du débat public
<b>Valérie FRESNEDA</b>	Département du Val d'Oise – Directrice de projet
<b>Solène LE COZ</b>	Conseil régional IDF – Directrice de la stratégie et des territoires
<b>Corinne ABIVEN</b>	Conseil régional IDF – Direction Aménagement
<b>Alexandre MAIKOVSKY</b>	Grand Paris Aménagement – Délégué au développement
<b>Nadir BENTOUTA</b>	Société du Grand Paris – Directeur des relations institutionnelles
<b>Christophe LEMAIRE</b>	DRAC IDF – Chef de service adjoint
<b>Emmanuel FRISON</b>	DRIEA IDF – SPAF
<b>Michel COLE</b>	Mairie de Gonesse
<b>Vincent BRYDE</b>	Mairie de Gonesse - DGAS
<b>Antony VALLETTE</b>	Ville de Gonesse – Directeur de Cabinet
<b>Hervé DE ROY</b>	Ville de Gonesse – DGS
<b>Christine BOUDET</b>	Groupe ADP

<b>Guillaume COPPE</b>	Préfecture de la Région Ile-de-France
<b>Gautier LLEXA</b>	DRIEA / UD 93
<b>Laurence DEGENNE-SHORTEN</b>	DIRECCTE IDF - UO
<b>François BREZOT</b>	GIP Emploi Roissy
<b>Eric DE LA PAILLONNE</b>	Hubstart
<b>Jérôme FAUCONNIER</b>	Roissy Pays de France – Chef de Projet Aménagement Transport CA
<b>Benoit CHANG</b>	EuropaCity
<b>David LEBON</b>	EuropaCity
<b>Nicolas MARANDON</b>	EuropaCity
<b>Hamid REGRAGUI</b>	EuropaCity
<b>Marie-Pierre BORY</b>	C&S Conseils
<b>Frédéric GILLI</b>	Agence Grand Public
<b>Dorothée FOURCHAUX</b>	Agence Grand Public
<b>Marie BERTRAND</b>	Agence Parimage